

Unité interdépartementale des deux Savoie
430 rue de Belle Eau
73000 Chambéry
Références : 20220613-RAP-AxiaEB-Inspection-Georisques-v2-17aout22

Chambéry, le 1er juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



AXIA

ZI Route de l'Industrie
73540 ESSERTS BLAY

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2022 dans l'établissement AXIA implanté ZI Route de l'Industrie 73540 ESSERTS BLAY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'établissement a fait l'objet d'une visite d'inspection le 6/05/2022, lors de laquelle de nombreux points ont été contrôlés, dont certains liés à la prévention et la gestion des risques d'incendie. Le rapport d'inspection a été établi le 24/05/2022 et notifié à l'exploitant le 27/05/2022 (recommandé).

La visite du 13/06/2022 visait en premier lieu à refaire le point sur la thématique incendie en présence de représentants du SDIS, à la demande de ces derniers et du sous-préfet d'Albertville.

La visite a également été mise à profit pour examiner à nouveau certains des points de contrôle de la visite du 6/05/2022, en tenant compte des éléments adressés par l'exploitant postérieurement à la transmission du rapport.

La visite a porté y compris sur certains points de contrôle classés "sans suites" lors de la précédente visite.

La numérotation des constats dans le présent rapport reprend celle du rapport de la visite du 6/05/2022, pour faciliter le lien entre les deux documents.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXIA
- ZI Route de l'Industrie 73540 ESSERTS BLAY
- Code AIOT dans GUN : 0006104343
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Statut IED : IED - MTD

La société AXIA est autorisée à exploiter sur la commune d'ESSERTS BLAY un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux et de déchets métalliques, et un centre VHU.

Les activités ont été autorisées par un arrêté préfectoral du 04/02/2003. Un arrêté du 1/10/2015 a actualisé les prescriptions et porte agrément d'une installation de broyage de VHU (actuellement à l'arrêt, de manière prolongée).

Un arrêté préfectoral complémentaire du 16/03/2020 porte agrément du centre VHU.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- A – STOCKS DE DECHETS
- C – PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX
- D -PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE
- E – PORTER À CONNAISSANCE DES MODIFICATIONS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de l'inspection
A17 – Volumes stockés – Bouteilles de gaz	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 7.1.1 et 7.1.5	Mise en demeure, déchets
C4 - Analyses des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.5	Mise en demeure, respect de prescription
D1 – Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 6.5.2	Prescriptions complémentaires

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Suite possible
A18 – Volumes stockés – "Fond de tas"	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 7.1.1	Mise en demeure

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives (sans suites) :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Observation formulée
A1 – Tenue d'un état des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et article 7.1.7 de l'AP du 1/10/15	
A2 – Volumes stockés – Déchets métalliques	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 7.1.1	OUI
A3 – Volumes stockés et emplacements de stockage – VHU	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 7.1.1	OUI
A8 – Volumes stockés – Pneumatiques usagés	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 7.1.1	
A20 – Emplacements de stockage	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 1.3.1	
C1 – Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.2.2	
C2 - Collecte des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 3.2.1 et 3.3.1	OUI
C5 - Rétention des eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.3.3	OUI
E1 – Régularisation du broyeur DIB/Bois	AP de Mise en Demeure du 05/03/2021, article 1 – c)	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de revenir sur plusieurs points examinés lors de la visite précédente, le 6/05/2022. Des actions correctives ont été engagées rapidement par l'exploitant entre les deux visites, ce qui est satisfaisant et nous conduit à retirer plusieurs propositions de suites administratives. La proposition de mise en demeure est maintenue uniquement concernant les bouteilles de gaz (A17), afin de garantir la résorption totale du stock dans un délai court.

Par ailleurs, après élucidation du problème constaté le 6/05/2022, une mise en demeure est proposée concernant l'aménagement du point de prélèvement des eaux et la réalisation des analyses d'eaux (C4).

Enfin, un projet d'arrêté de prescriptions complémentaires est proposé concernant la sécurité incendie, suite notamment aux demandes exprimées par le SDIS (D1).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : A1 – Tenue d'un état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et article 71.7 de l'AP du 1/10/15
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
Prescription contrôlée : Tenue à jour d'un état des stocks de déchets
Constats : A l'issue de la visite du 6/05/2022, ce point de contrôle a été classé "Susceptible de suites". L'exploitant devait justifier de sa conformité sous 15 j, au risque d'une mise en demeure sur ce point. L'exploitant nous a informé par téléphone le 1/06/2022 avoir commandé un tableau blanc effaçable, permettant de cartographier les différents stocks de déchets présents sur le site à l'instant t. Par courrier électronique du 10/06/2022, l'exploitant nous a adressé une photographie dudit tableau finalisé, établi sur la base du plan du site mis à jour. Lors de la visite du 13/06/2022, ce tableau déplaçable, de dimension A0 (grosso modo), nous a été montré dans le local administratif.
Observations : Le panneau affichant les stocks de déchets a été mis en place rapidement après à notre visite du 6/05/2022 ; il répond à l'objectif défini aux articles réglementaires visés en référence. <u>Le projet d'APMD proposé dans le rapport de notre visite du 6/05/2022 peut donc être retiré.</u> Nous invitons cependant l'exploitant à : - mentionner sur le panneau les quantités réelles évaluées pour les différents types de déchets à l'instant t (et non les quantités théoriques ou limites autorisées) ; - ajouter la date de mise à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : A2 – Volumes stockés – Déchets métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 71.1
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
Prescription contrôlée : Superficie maximale : 16 000 m ² (rubrique 2713).
Constats : A l'issue de la visite du 6/05/2022, ce point de contrôle a été classé "Sans suite". Une demande avait cependant été formulée : "Nous invitons l'exploitant à rechercher de nouveaux

<p>débouchés afin d'évacuer les déchets métalliques, réduire la taille des stockages, gagner de la place sur le site, et in fine accroître la sécurité du site."</p> <p>L'exploitant a justifié par courriel du 3/06/2022, de l'évacuation de 950 t de déchets métalliques entre le 6/05 et le 3/06/2022.</p> <p>Cependant, lors de la visite du 13/06/2022, à part le tas d'aluminium à l'entrée du site, nous n'avons pas constaté de diminution visible du volume par rapport à la visite du 6/05/2022 ; les quantités de déchets métalliques présentes, et les hauteurs, restaient très importantes (jusqu'à 8 m environ).</p> <p>L'exploitant nous a signalé un problème technique sur la presse cisaille, qui ne devait redémarrer que d'ici 15 jours. Ainsi, les déchets ne pouvaient temporairement plus être cisailés et donc évacués. Le déstockage de 950 t susmentionné a ainsi probablement été compensé par les nouvelles réceptions de déchets. L'exploitant a indiqué qu'une fois la cisaille redémarrée, elle permettrait de reprendre le déstockage à un bon rythme (1500-2000 t/mois).</p> <p>Nous rappelons que ce stockage n'est pour le moment réglementé qu'en superficie (respectée lors de la visite). Voir le point de contrôle D1 concernant la hauteur des stockages.</p>
<p>Observations :</p> <p>Continuer d'évacuer les déchets métalliques, pour réduire la taille des stockages, gagner de la place sur le site, et in fine accroître la sécurité du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : A3 – Volumes stockés – VHU

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 7.1.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Superficie maximale : 100 m² (rubrique 2712).</p>
<p>Constats :</p> <p>A l'issue de la visite du 6/05/2022, ce point de contrôle a été classé "Avec suites" : nous avons proposé à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant (APMD) de faire évacuer les carcasses de VHU dépollués vers un broyeur agréé, de manière à respecter la superficie autorisée, et de nous transmettre les justificatifs sous 1 mois.</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté d'élément sur ce point lors de la phase contradictoire sur le projet d'APMD qui lui a été notifié le 27/05/2022.</p> <p>Lors de la visite du 13/06/2022, nous avons constaté que la limite allouée au centre VHU (100 m²) était toujours dépassée. L'exploitant a confirmé ne pas avoir procédé à des évacuations de VHU depuis la visite du 6/05/2022. L'exploitant a fait part de fluctuation de la demande des filières aval (broyeurs en Italie ou en Espagne(*)) et de difficultés par ailleurs à affréter des transports.</p> <p>L'exploitant a en revanche regroupé les carcasses de VHU dépollués entre elles et les a davantage séparées des tas de tôles (déchets envoyé simultanément, dans une même benne, vers les broyeurs). La hauteur de gerbage était d'environ 6 m.</p> <p>Postérieurement à la visite, l'exploitant a justifié par courriels des 27 et 29/06/2022 de l'évacuation vers l'Espagne(*), entre le 22 et le 29/06/2022 de 12 chargements de paquets de VHU dépollués, pour un total d'environ 235 t, de nature à résorber le stock.</p> <p><u>N.B. :</u></p> <p>° L'exploitant a indiqué que les VHU réceptionnés sont dépollués au fil de l'eau et compactés. Il n'y a ainsi pas de zone d'entreposage des VHU en attente de dépollution sur le site (cf. plan du site traité au constat A20).</p> <p>(*) : L'exploitant a indiqué que les broyeurs régionaux ont des tarifs non compétitifs.</p>
<p>Observations :</p> <p>Le stock de VHU dépollués est revenu à la limite autorisée. Nous retirons donc le projet d'APMD</p>

proposé suite à la visite du 6/05/2022. Par la suite, les carcasses devront être évacuées au fil de l'eau, afin de respecter cette limite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : A8 – Volumes stockés– Pneumatiques usagés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 7.1.1
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
Prescription contrôlée : Volume maximal : 100 m ³ (rubrique 2714).
Constats : A l'issue de la visite du 6/05/2022, ce point de contrôle a été classé "Avec suites" : nous avons proposé à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant (APMD) d'évacuer les excédents de pneumatiques usagés sous 1 mois. Par courriels du 10/06/2022, l'exploitant nous a transmis : - les justificatifs correspondant aux évacuations antérieures à notre visite du 6/05/2022 (environ 30 t au total les 2/12/21 et 19/02/22) et postérieures à notre visite (16 t le 2/06/2022). - le plan mis à jour précisant l'emplacement des stocks de pneus (contre le bâtiment, au nord). Lors de la visite du 13/06/2022, l'exploitant nous a confirmé les évacuations récentes. Nous avons constaté la présence d'environ 100 m ³ de pneumatiques usagés (dont une partie de pneumatiques à déjanter).
Observations : Le stock de pneumatiques usagés est revenu à la limite autorisée. Nous retirons donc le projet d'APMD proposé suite à la visite du 6/05/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : A9 – Volumes stockés – Déchets non dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 5/03/2022 – article 1 – a) ; arrêté préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 7.1.1
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
Prescription contrôlée : APMD : Evacuer, avant le 15 mars 2021, l'excédent de déchets de plastiques et de DIB présent sur le site jusqu'à l'atteinte des volumes autorisés par l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015, soit : déchets de plastiques : 1100 m3 (rubrique 2716).
Constats : A l'issue de la visite du 6/05/2022, ce point de contrôle avait été classé "susceptible de suites". L'exploitant devait justifier du retour au volume autorisé de DIB d'ici au 6/06/2022, au risque d'une amende administrative sur ce point, pour non-respect de l'APMD du 5/03/2021. L'exploitant n'a pas apporté d'élément sur ce point lors de la phase contradictoire qui lui a été proposée. Cependant, nous avons constaté le 13/06/2022 une nette diminution des volumes par rapport à nos constats du 6/05/2022 (4 000 m ³ estimés). Ceci est lié principalement à la reprise des évacuations vers l'usine de CSR exploitée par la société BIOVAL à Chamoux sur Gelon. L'exploitant a également indiqué procéder au détournement de déchets de supermarchés vers le site de tri, transit et regroupement exploité par la société TRIGENIUM à Annecy. Des DIB qui, le 6/05/2022, étaient stockés vers le broyeur de déchets métalliques, à l'ouest, ont par

<p>ailleurs été regroupés avec les autres au niveau du hangar. Le stockage débordait légèrement de ce dernier sur le côté nord. Plusieurs petits tas de déchets broyés (essentiellement) étaient également présents au nord de l'ancienne villa (bâtiment abandonné dénommé "Bureaux" sur le plan du site). Nous estimons le volume total de déchets non dangereux présent sur le site le 13/06/2022 à environ 1 800 m³ (foisonnés).</p> <p>La limite de stockage fixée par l'arrêté (1 100 m³) était encore dépassée lors de la visite, cependant l'exploitant a justifié, par courriel du 16/06/2022, de la poursuite du déstockage rapide des DND vers la société BIOVAL, avec 6 semi-remorques programmées lors de la semaine du 20 au 24 juin (soit environ 540 m³ non foisonnés), de nature à revenir au volume autorisé.</p> <p>Enfin, par courriel du 24/06/2024, l'exploitant nous a adressé des photographies datées du même jour, montrant que le volume de DIB respecte largement la limite autorisée de 1 100 m³.</p>
Observations : La mise en demeure du 5/03/2021 peut être levée sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : A17 – Volumes stockés – Bouteilles de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 7.1.1 et 7.1.5
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Les déchets non conformes sont retirés du lot réceptionné dès leur détection. Ces déchets, ou le cas échéant le chargement entier, sont retournés à leur producteur ou dirigés vers une installation appropriée et conforme à la réglementation.</p> <p>Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur apporteur ou leur élimination par un prestataire, des déchets qui ne respectent pas les critères d'admission."</p> <p>Exploitation de l'établissement conformément au dossier ICPE.</p>
<p>Constats :</p> <p>A l'issue de la visite du 6/05/2022, ce point de contrôle a été classé "Avec suites" : nous avons proposé à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant (APMD) de faire évacuer, dans la filière autorisée, les 3 bennes de bouteilles de gaz observées lors de la visite. L'exploitant devait nous en communiquer les justificatifs sous 1 mois.</p> <p>Dans le cadre de la procédure contradictoire sur le rapport de la visite du 6/05/2022, l'exploitant a transmis des éléments sur ce point par courriel du 10/06/2022 : il a confirmé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avoir communiqué depuis plusieurs mois à ses clients exploitants de déchetteries l'interdiction des bouteilles de gaz dans les déchets métalliques. Depuis lors, les bouteilles indésirables trouvées dans le flux entrants sur le site sont récupérées par les exploitants de déchetteries ; - que le stock constaté le 6/05/2022 est un stock historique et qu'un contact a été pris avec l'opérateur national pour effectuer une opération de "purge". <p>Lors de la visite du 13/06/2022, les bennes de bouteilles de gaz étaient toujours présentes, en attente de l'opération de "purge" susmentionnée. Un courriel de l'exploitant du 17/06/2022 justifie de la programmation d'une opération de tri le 27 et 28/06/2022 par la société BUTAGAZ . Après renseignement pris auprès de cette entreprise, il a été confirmé qu'elle intervient pour le compte de l'association France Gaz Liquides, organisation professionnelle regroupant les propaniers / butaniers. L'opération de tri programmée fin juin permettra d'identifier et de trier les bouteilles en fonction de leur marque (Antargaz, Butagaz, Finagaz...) et de leur état. Une seconde opération de tri sera programmée si nécessaire, du fait du nombre important de bouteilles à trier (estimé par l'exploitant à environ 2000 unités).</p> <p>A l'issue du tri, les informations seront remontées aux différents propaniers / butaniers, charge à eux de venir chercher les bouteilles de leur marque potentiellement réutilisables et de les rapatrier vers leurs centres de dépôt et de remplissage (après un second examen dans les centres, une partie de ce flux pourrait toutefois partir en destruction chez un opérateur agréé par France Gaz</p>

Liquides).
Une partie des bouteilles présentes sur le site AXIA (bouteilles non identifiables, non transportables, ou ayant contenu un gaz autre que le butane/propane), qui ne pourrait être prise en charge par France Gaz Liquides, sera laissée sur place, charge à la société AXIA de les faire évacuer vers des sites agréés.
Observations : Depuis notre visite du 6/05/2022, l'exploitant a engagé des démarches pour faire évacuer le stock de bouteilles de gaz historique conformément aux dispositions de l'article D. 543-62 du code de l'environnement, ce qui est positif. Cependant, en l'absence de garantie quant à l'évacuation rapide de la totalité des bouteilles, et notamment des bouteilles reconnues comme non identifiées à l'issue de l'opération de tri programmée fin juin 2022, nous maintenons la proposition de mise en demeure faite à l'issue de la visite du 6/05/2022 : l'exploitant devra faire évacuer les bouteilles et nous transmettre tous les justificatifs sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets

Nom du point de contrôle : A18 – Volumes stockés – "Fond de tas"

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 7.1.1
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
Prescription contrôlée : Déchet non spécifiquement autorisé
Constats : A l'issue de la visite du 6/05/2022, ce point de contrôle avait été classé "Susceptible de suites". L'exploitant devait communiquer sous 15 jours, avec les justificatifs nécessaires, les tonnages de "fond de tas" évacués et restants à évacuer, et un engagement concernant le calendrier prévu pour la fin des évacuations (celui-ci devra être inférieur à 3 mois), au risque d'une mise en demeure sur ce point. Des éléments ont été transmis par l'exploitant par courriel du 10/06/2022 : ce dernier s'est engagé à finir le criblage du tas pour valorisation des matériaux dans un délai de 3 mois. Lors de la visite du 13/06/2022, nous n'avons pas constaté de diminution du tas. L'exploitant a indiqué avoir mis la priorité sur l'évacuation du stock de DIB (déchets combustibles). L'opération de criblage prévue a été reportée. L'engagement du 10/06/2022 a été rappelé.
Observations : Le point de contrôle reste classé "susceptible de suites". Nous prenons acte de l'engagement de l'exploitant à résorber la totalité du stock historique de déchets "fond de tas" dans un délai de 3 mois (à compter du 25/05/2022, date de notification du rapport de la visite du 6/05/2022). A défaut nous proposerons à M. le préfet une mise en demeure sur ce point.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : A20 – Emplacements de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 1.3.1
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
Prescription contrôlée : Exploitation de l'établissement conformément aux plans
Constats : A l'issue de la visite du 6/05/2022, ce point de contrôle a été classé "Avec suites" : nous avons

proposé à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant (APMD) de nous adresser sous 2 mois une mise à jour du plan des stockages des différents déchets (précisant y compris la zone de stockage des déchets indésirables), dans le respect des volumes et limites autorisés par l'arrêté préfectoral du 1/10/2015.

Le plan du site mis à jour nous a été communiqué peu de temps après le rapport de la visite du 6/05/2022, par courriel du 10/06/2022.

Ce plan, établi par un géomètre, comporte des relevés topographiques du site et les mises à jour souhaitées sur les différents stockages de déchets (VHU, batteries, corindon, pneumatiques, boues d'usinage Tivoly...).

Concernant les batteries, comme indiqué par l'exploitant dans un second courriel du 10/06/2022, le fût situé à proximité de l'appentis, vu lors de la visite du 6/05/2022, est un entreposage temporaire, lié au rachat des métaux apportés par les particuliers, avant regroupement dans les bennes situées dans le bâtiment. Ces 2 emplacements figurent désormais sur le plan.

Observations :

Nous retirons la proposition de mise en demeure faite à l'issue de la visite du 6/05/2022.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : C1 – Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, C – PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

Prescription contrôlée :

Etablissement et tenue à jour d'un plan de tous les réseaux et égouts

Constats :

A l'issue de la visite du 6/05/2022, ce point de contrôle avait été classé "Susceptible de suites". L'exploitant devait nous communiquer sous 15 jours un véritable plan des réseaux, répondant notamment aux questions listées dans le rapport, au risque d'une mise en demeure sur ce point.

Le plan du site susmentionné, transmis par courriel du 10/06/22, comprend le tracé des réseaux et apporte notamment de la clarté sur le secteur du séparateur hydrocarbures.

Lors de la visite du 13/06/2022 l'exploitant nous a expliqué le sens d'écoulement des eaux dans le secteur "Niche", au nord de l'atelier mécanique. Une petite correction du plan était nécessaire. Le plan modifié nous a été transmis par courriel du 19/06/2022.

Observations : /

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : C2 - Collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.2.1 et 3.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, C – PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

Prescription contrôlée :

"Tous les effluents aqueux sont canalisés.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, et notamment les eaux de ruissellement des aires de stationnement, de chargement, de circulation, de stockage et de traitement, sont collectées par un réseau spécifique. Elles font l'objet d'un traitement adapté sur site avant leur rejet dans l'Isère.

Les eaux susceptibles d'être polluées issues de l'aire de dépôt des déchets verts sont dirigées vers un ouvrage de décantation maçonnée de 30m3, avant de rejoindre le séparateur d'hydrocarbures."

Constats :

A l'issue de la visite du 6/05/2022, ce point de contrôle a été classé "Avec suites" : nous avons proposé à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant (APMD) de procéder, dans un délai de 3 mois, aux travaux nécessaires (réfections de sol et constructions de bordures ou murettes périphériques) pour permettre, partout sur le site, une bonne collecte des eaux pluviales (susceptibles d'être polluées), et des eaux d'extinction d'incendie le cas échéant. Les regards de collecte devaient être nettoyés et débouchés si nécessaire.

Lors de la visite du 6/05/2022, deux grandes flaques avaient été observées dans le secteur des déchets métalliques. Ces flaques n'étaient plus présentes le 13/06/2022, peut-être en lien avec le dégagement d'un regard, qui était recouvert de déchets le 6/05/2022, permettant l'écoulement des eaux depuis l'est du site.

Lors de la visite du 6/05/2022, nous avons constaté la présence d'une pompe dans l'un des regards présents à l'entrée du site, évacuant les eaux de pluie dans le secteur des boues thermales. L'exploitant nous a expliqué le 13/06/2022 que cette pompe est destinée à évacuer le surplus d'eau pluviale arrivant de la route d'accès, lors des fortes pluies, qui sature cet avaloir. Suite à notre visite du 6/05/2022, une note interne du 10/05/2022, transmise par courriel du 10/06/2022, prévoit que, plutôt que le rejet, les eaux pompées seront désormais rejetées dans un regard de collecte des eaux pluviales, à l'aval du bungalow.

Concernant la périphérie du site, le géomètre ayant réalisé le plan topographique du site (cf. point de contrôle A20) a précisé sur ce dernier le linéaire nécessitant une bordure périphérique (dans l'angle sud-est du site). Cette bordure a été constatée le 13/06/2022. Elle reste à compléter à l'est du hangar.

L'exploitant a par ailleurs précisé que cette bordure pourrait n'être que temporaires : il a en effet en projet de recouler une dalle béton sur une bande de terrain au sud du hangar et de réaliser des travaux de VRD pour la collecte des eaux pluviales de ce secteur. Une nouvelle bordure serait alors mise en place.

Concernant le regard qui était obstrué par de la terre lors de la visite du 6/05/2022, l'exploitant l'a dégagé et en a justifié par courriel du 10/06/2022. Cela a été vérifié lors de la visite.

Enfin, par le même courriel du 10/06/22, l'exploitant a justifié d'une opération de curage des réseaux d'eaux pluviales les 8 et 9/06/22 par la société SAVOIE VIDANGE. Cette initiative est positive et conforme à la demande formulée dans le rapport de la visite du 6/05/2022, en référence à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Observations :

Les constats effectués lors de la visite du 13/06/2022 ne justifient plus la mise en demeure proposée suite à la visite du 6/05/2022 concernant la collecte des eaux pluviales (et des eaux d'extinction d'incendie).

Nous demandons cependant à l'exploitant de :

- finaliser rapidement la bordure périphérique dans l'angle sud-est du site
- nous tenir informé des travaux de VRD complémentaires prévus dans ce secteur
- nous transmettre la mise à jour afférente du plan du site et des réseaux
- prendre toute disposition utile pour garantir en permanence le bon écoulement des eaux pluviales vers le séparateur hydrocarbures.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : C4 - Analyses des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 3.5 et 3.4.5

Thème(s) : Risques chroniques, C – PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

Prescription contrôlée :

<p>"L'exploitant doit procéder annuellement à un contrôle des eaux pluviales potentiellement polluées rejetées au milieu naturel portant sur les paramètres définis à l'article 3-4-4 de l'AP du 01/10/15. Ce rapport annuel doit être transmis à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois suivant son édition.)"</p>
<p>Constats :</p> <p>A l'issue de la visite du 6/05/2022, ce point de contrôle avait été classé "Susceptible de suites". L'exploitant devait nous communiquer sous 15 jours les analyses d'eaux pluviales effectuées en 2021, au risque d'une mise en demeure.</p> <p>Suite à la visite du 6/05/2022, l'exploitant n'a transmis ni les analyses demandées, ni aucun élément à ce sujet.</p> <p>Le 13/06/2022, il a indiqué que des prélèvements ont bien été effectués par ses soins en 2021, et début 2022, mais que les échantillons ont été refusés par le prestataire (bureau d'études ADVICE Environnement) et non analysés, car non-conformes aux normes de prélèvement. Il n'y a ainsi pas eu d'analyse des eaux pluviales (potentiellement polluées) sur l'année 2021 (non-conformité à l'article 3.5 de l'arrêté préfectoral). Ces éléments ont été confirmés par l'exploitant et son bureau d'études par courriel du 18/06/2022.</p> <p>Ce problème serait dû au débit trop faible dans le regard de prélèvement, situé à l'aval du séparateur hydrocarbures. Nous avons constaté que ce regard présente en effet une grande section, dimensionnée selon la superficie du site pour permettre un bon écoulement des eaux pluviales, mais inadaptée aux prélèvements d'échantillons lors des pluies courantes, ce qui contrevient à l'article 3.4.5 de l'arrêté.</p>
<p>Observations :</p> <p>Nous proposons à M. le préfet une mise en demeure sur ce point :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant devra nous communiquer avant le 30/07/2022 une proposition technique permettant de satisfaire aux exigences de l'article 3.4.5 de l'arrêté préfectoral relatif à l'aménagement des points de prélèvement des eaux. - la solution devra être mise en œuvre avant le 30/09/2021, - un prélèvement et des analyses des eaux pluviales devront être réalisés avant le 30/11/2022, au titre de l'année 2022 (article 3.5 de l'arrêté).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>

Nom du point de contrôle : C5 - Rétention des eaux d'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, C – PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"L'établissement est doté d'un bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie présentant à tout moment un volume disponible de 300 m3. [...]</p> <p>L'emplacement du dispositif de disconnexion précité est clairement identifié par une signalisation adéquate. Le dispositif est facilement accessible et manœuvrable."</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 6/05/2022, nous n'avions pas pu accéder au bassin, en l'absence du responsable d'exploitation</p> <p>Lors de la visite du 13/06/2022, nous avons constaté que la voie d'accès et les abords de la vanne de disconnexion et du bassin ont été recouverts de concassé depuis notre visite du 6/05/2022 (avec un géotextile en dessous selon l'exploitant). Le concassé n'avait cependant pas encore été compacté. La réalisation de ces travaux est positive. Ils ont pour objectif d'éviter la repousse des végétaux et donc de dégager durablement les ouvrages du secteur et in fine d'en faciliter l'accès.</p> <p>Nous avons contrôlé la présence des ouvrages figurant sur le plan susmentionné (voir point de contrôle C2), au nord-ouest : vanne de disconnexion en amont du séparateur et bassin de rétention.</p>

Celui-ci contenait un fond d'eau (pluie). L'exploitant a indiqué que l'eau s'évapore.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : D1 – Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 6.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, D -PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE
<p>Prescription contrôlée : Existence de moyens de lutte adaptés aux risques, et notamment d'une plateforme de pompage accessible aux engins des services de secours</p> <p>Constats : A l'issue de la visite du 6/05/2022, ce point de contrôle a été classé "Avec suites" : nous avons proposé à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant (APMD) de stabiliser la plateforme existante sous 1 mois et de la maintenir dégagée en permanence. Après les travaux, l'exploitant devait la faire réceptionner par le SDIS sous 2 mois.</p> <p>Le 13/06/2022, nous avons constaté que la voie d'accès à la plateforme de pompage dans le lac situé en bordure du site a été recouverte de béton, afin de la stabiliser et d'en garantir l'accès en toute circonstance, comme annoncé par l'exploitant par courriel du 24/05/2022. L'exploitant a été réactif.</p> <p>Nous rappelons que la plateforme a été validée par le SDIS en 2010, en tant que ressource "extérieure" en eau d'extinction. Elle est mentionnée à ce titre à l'article 6.5.2 de l'arrêté préfectoral du 1/10/2015.</p> <p>Cependant, lors de la visite du 13/06/2022, les représentants du SDIS ont indiqué que le lac et la plateforme peuvent être utilisés par l'exploitant (moyen interne de lutte contre l'incendie), mais qu'ils ne peuvent être considérés comme un moyen externe de lutte, utilisable par les services de secours, car non-conformes aux normes en vigueur, définies dans le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI de la Savoie, mise à jour du 10/11/2020). Si la possibilité de recourir au lac est confirmée, une seconde plateforme, dédiée au SDIS, et située vers l'entrée du site, pourrait être mise en place. Le poteau incendie normalisé le plus proche est situé à environ 750 m de l'entrée du site.</p> <p>Par ailleurs, le SDIS considère que les besoins en eau d'extinction du site doivent être réévalués. Nous rappelons que ceux-ci ont été évalués à 300 m³ (150 m³/h pendant 2 h) dans le cadre de la procédure d'autorisation avec enquête publique conduite en 2002 (arrêté préfectoral d'autorisation du 4/02/2003). Ces besoins n'ont pas été remis en question lors des procédures administratives ultérieures (autorisation du transit d'ordures ménagères sur la période 2008-2010, autorisation du broyeur de déchets métalliques en 2015).</p> <p>L'ancienneté relative de l'étude de dangers (dernière étude complète transmise en janvier 2010 ; des compléments, et notamment de nouvelles modélisations d'incendie, figurent dans le dossier de porter à connaissance concernant le broyeur de déchets non dangereux transmis par courriel du 30 mars 2021) peut justifier en effet une mise à jour. Surtout, il nous semble que les risques d'incendie des stocks de déchets métalliques notamment doivent être réévalués du fait des batteries au lithium qui sont désormais susceptibles d'être présentes de manière diffuse au sein des flux de déchets pris en charge par l'exploitant, batteries qui, au regard de l'accidentologie récente, peuvent être à l'origine de départs de feu. Nous précisons que les tas de déchets métalliques légers, et les carcasses de VHU dépollués, peuvent contenir une proportion faible en tonnage, mais non négligeable, de déchets combustibles (matières plastiques notamment). Au regard des échanges avec le SDIS, une réserve en eau complémentaire au lac, de type bâche à eau, située à proximité des stocks de déchets métalliques et VHU, pourrait être utile.</p> <p>Lors de la visite l'exploitant a fait part de son accord pour la réalisation d'une mise à jour de l'étude</p>

de dangers, et l'a confirmé par courriel du 18/06/2022, transmettant une proposition technique en ce sens.

Par ailleurs, l'exploitant nous a montré les moyens mis en oeuvre afin d'éteindre les départs de feu qui peuvent survenir de temps en temps au niveau de la presse cisaille : des GRV d'1 m³ sont remplis d'eau et sont entreposés à proximité de la presse ; en cas de départ de feu, l'opérateur saisit un GRV au grappin et l'écrase au dessus du départ de feu, dans la fosse de la cisaille. L'exploitant a indiqué que cette manoeuvre est très efficace.

Observations :

Du fait des travaux de stabilisation de la plateforme de pompage existante engagés par l'exploitant, nous retirons la proposition de mise en demeure faite à l'issue de notre visite du 6/05/2022.

Nous proposons toutefois à M. le préfet de prescrire à l'exploitant, par voie d'arrêté de prescriptions complémentaires (articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement) une mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement.

Celle-ci devra nous être communiquée d'ici le 15/10/2022.

Les points suivants devront notamment être examinés :

- évolution des aléas liés à la présence possible de batteries au lithium au sein des flux de déchets, et prise en compte de l'accidentologie récente
- ilotage des tas de déchets métalliques
- localisation d'une ou deux aires d'étalement des déchets pour extinction
- évaluation des besoins en eau d'extinction (mise à jour de la fiche D9)
- validation du lac en tant que point d'eau utilisable pour la DECI : volume disponible (curage si nécessaire, puis bathymétrie), hauteur d'aspiration, aménagements (plateforme d'aspiration, colonnes, poteaux d'aspiration...).
- proposition de moyens d'extinction complémentaires aux moyens existants
- vérification des besoins de confinement des eaux d'extinction (mise à jour de la fiche D9A) et des moyens disponibles
- renforcement éventuel de la hauteur des murs coupe-feu du hangar DND/OM, spécialement vis-à-vis de l'exposition de la plateforme de pompage existante et de sa voie d'accès aux flux thermiques.

Sans attendre la mise à jour de l'étude, nous proposons également que cet arrêté renforce les prescriptions applicables à l'établissement, en fixant des hauteurs limites pour les stocks de déchets métalliques (6 m) et de VHU dépollués (3 m), afin de faciliter l'intervention des services de secours en cas d'incendie, comme cela est réglementé pour les installations soumises à enregistrement au titre des rubriques 2712 et 2713 de la nomenclature des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Nom du point de contrôle : E1 – Régularisation du broyeur DIB/Bois

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/03/2021, article 1 – c)

Thème(s) : Situation administrative, E – Porter à connaissance des modifications

Prescription contrôlée :

Régulariser la situation administrative du broyeur de déchets de bois :

- ° soit en cessant définitivement l'activité de broyage de déchets de bois et en retirant le broyeur du site ;
- ° soit en déposant dans un délai de 2 mois un dossier de porter à connaissance des modifications apportées à l'établissement, dans les formes prévues à l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Constats :

A l'issue de la visite du 6/05/2022, ce point de contrôle a été classé "Avec suites" : nous avons proposé à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant (APMD) de modifier les termes de la mise

<p>en demeure de régulariser la situation administrative du broyeur, en visant le dépôt d'une demande d'autorisation environnementale (modification substantielle),</p> <p>- de suspendre le fonctionnement du broyeur jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande éventuelle d'autorisation du broyeur, comme prévu par l'article L. 171-7 du code de l'environnement.</p> <p>Lors de la visite du 13/06/2022, nous avons constaté que l'exploitant a décidé de retirer le broyeur du site, ne souhaitant pas déposer une demande d'autorisation.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'arrêté de mise en demeure du 5/03/2021 est devenu sans objet et peut être levé.</p> <p>Nous retirons également la proposition de modification de cet arrêté faite à l'issue de la visite du 6/05/2022.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : sans objet</p>